

Conseil Economique Social et Environnemental, 3 mai 2010

Les Instruments économiques, financiers et fiscaux de la gestion de l'eau en France et dans le monde

**Actualité de la problématique des '3 T'
Y compris dans les pays riches**

Bernard Barraqué, DR CNRS

La crise des services publics aux Etats-Unis

- Les réseaux sont en moyenne vieux et mal entretenus : on évoque un énorme *infrastructure financing gap* : il faudrait investir entre \$65 et \$180 md/an de plus que la moyenne des 60md/an des 53 dernières années (\$93 md en 2008)
- Un communiqué de presse de l'association des maires américains estime que le prix de l'eau devra être multiplié par 2 à 4 d'ici à 2028 ...
- Les *utilities* reprochent au gouvernement fédéral d'avoir complètement sous-estimé l'aide nécessaires à mettre en œuvre le Clean Water Act de 1972 (\$60 md il y a plus de 20 ans, *revolving fund*)
- Mais d'autres pensent que les subventions ont été détournées en partie par les Etats fédérés, et qu'elles ont entretenu l'illusion quant à la durabilité du financement de l'eau et de l'assainissement.

Quel rapport avec la France ?

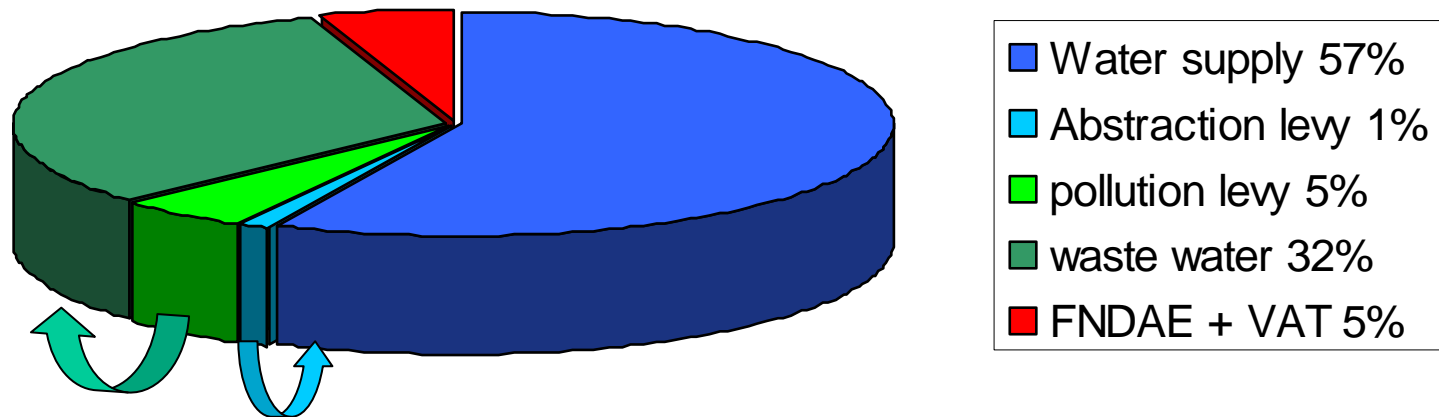
- **Les Etats-Unis sont 6 fois plus peuplés que la France, mais ont en commun à la fois de très grandes villes et une faible densité moyenne de population : aux Etats-Unis : 15 millions d'hab. se servent régulièrement de puits privés !**
- **Il y a donc beaucoup de petites unités de gestion qui n'arrivent pas à s'auto-financer : 55000 services publics en réseau, mais aussi 21000 unités de gestion de voisinage, desservant plus de 6 millions d'hab. permanents**
- **Plus encore qu'en Europe, se pose donc la question de la durabilité intrinsèque de tous ces petits réseaux, et donc d'une gouvernance incluant la protection de la nature**
 - *The sustainable path*

Mais la différence est dans le mécanisme d'aide

- **Aux Etats-Unis, le *revolving fund* fonctionne avec des fonds fédéraux au départ, donc maintien d'une tradition de subventions et de non-recouvrement des coûts**
- **Alors qu'en France les subventions d'Etat ont disparu dans les années 1970, et ont de fait été remplacées par les redevances des agences de l'eau (ex. coeff. de collecte ...) + le paiement de l'assainissement dans la facture d'eau**
- **Et contrairement à ce que disent des esprits chagrins, le système a bien fonctionné, puisqu'on a fait des barrages réservoirs, puis qu'on a arrêté d'en faire (pas rentables)**
- **Et qu'on est passé de 300 à 17000 STEP dont 4000 lagunes, puis qu'on a créé les SPANC pour nos 5 millions de fosses septiques**

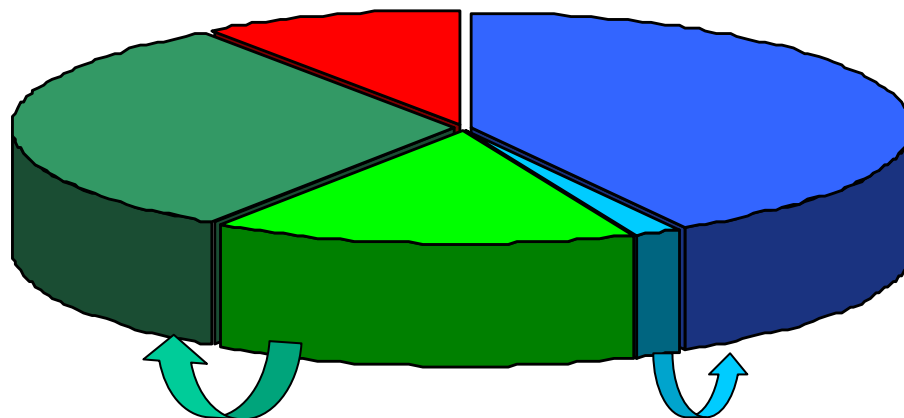
Prix moyen du m³ d'eau en France et décomposition de la facture en 1990

Average water price in France in 1990: 1.5 Euro (9.88 FF)/m³



10 ans plus tard : DERU et changement de structure
Eau + Prélèvement < Assainisst. + Pollution (depuis 1996)

**Average water price in France in 2000: 2.65 Euro
(17.36 FF)/m³**



- water supply 42%
- Abstraction levy 1.7%
- Pollution levy 15.5%
- Waste water 31.3%
- FNDAE+VNF+VAT 9.5%

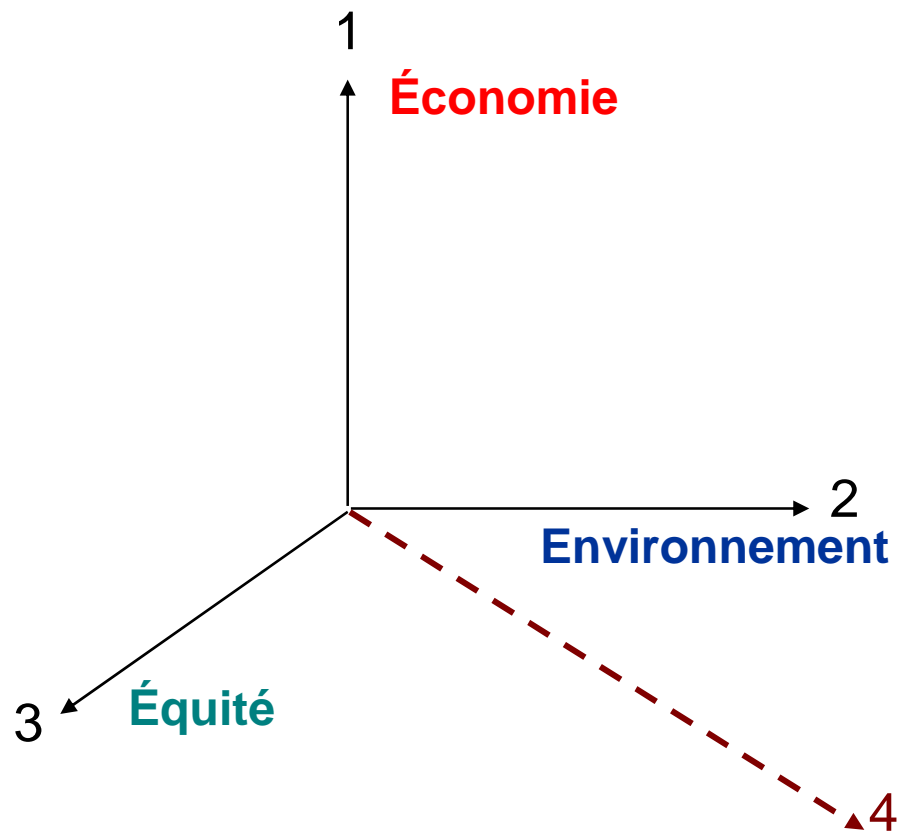
Qu'est-ce qui doit changer aujourd'hui?

- **Grâce aux agences de l'eau, on s'est approché du recouvrement des coûts complets internes à 10% près (avec une incertitude sur le renouvellement futur des réseaux d'égout)**
- **Mais le mécanisme de financement était conforme à une politique de l'eau européenne et nationale fondée sur des réductions de rejets, donc de la technologie**
- **Petit à petit, on découvre que cela ne suffit pas : pour lutter contre la pollution diffuse, mieux gérer la pluie, on doit réintégrer d'abord les services publics dans le partage des ressources en eau**
- **D'ailleurs la DCE part de la reconquête du milieu aquatique, et le cas de la région parisienne montre bien les conséquences financières quand on n'a pas la place de laisser faire la nature**

Problématique actuelle des services d'eau: La Quadrature du Cercle ?

- On voudrait que les services d'eau couvrent leurs coûts
(durabilité économique)
Mais amortir au lieu de se faire aider fait monter le prix de l'eau!
- On voudrait inciter les usagers à économiser l'eau
(durabilité environnementale)
Mais les solutions individuelles font baisser les recettes!
- En plus on veut une eau abordable pour les plus démunis
(durabilité sociale)
Mais comment les aider sans mettre en place une 'usine à gaz'?
- Au-delà des slogans, le développement durable: pas facile !

Application des 3 objectifs de la DCE aux services publics



1 - Investit-on assez pour renouveler le patrimoine technique installé ?

2 - Combien coûte l'amélioration de performances environnementales ? (directives européennes, lois, etc.)

3 - Si on satisfait 1 et 2, le prix des services est-il encore acceptable socialement ?

Et politiquement ? **Ici, on aurait besoin d'un quatrième axe, sur la gouvernance et la re-territorialisation**

Adapter les mécanismes de financement

- **Déjà, avec le développement des contrats de toutes sortes (rivières, BAC, pays, aggro...) les agences sortent du seul financement d'investissements ponctuels, et s'orientent vers une démarche plus intégrée**
- **Désormais ces contrats doivent faire l'objet d'évaluations pour qu'ils soient mieux 'armés'**
- **Mais quelles nouvelles redevances faut-il créer pour pousser vers la gestion intégrée justement ? Et à quelle échelle territoriale : agence, commune, EPTB, département?**
- **On peut espérer une incitation vers plus de gestion territoriale et moins de technologie : justement au moment où les consommations d'eau baissent, il faut remettre en cause l'idée du 'tout facture d'eau' ...**

Attention à la facture d'eau !

- **Une volonté de rationalisation, et la résistance des élus avait fait mettre l'assainissement et les redevances dans la facture d'eau (1967)**
- **Avec une espèce d'élasticité à long terme, les usagers répondent en baissant leur consommation**
- **Peut-être faut-il arrêter de charger cette facture, voire remettre certains items dans les impôts locaux. Les 3 T de l'OCDE, peut-être pas seulement pour le Tiers Monde ...**
- **En tout cas, en France comme aux Etats-Unis, on pense traiter la durabilité sociale en dehors du budget de l'eau, c.a.d. dans les charges (immeubles collectifs / pauvreté)**
 - **Merci de votre attention**